

"Ceux qui veulent le Pays pour tous"

vous invitent à se retrouver le Jeudi 6 décembre dans le cadre des

RENCONTRES POUR PENSER L'AUJOURD'HUI :

Dans ces temps de crise *-(crise économique, mais aussi et surtout crise des possibles envisageables du côté des gens)-*,
**comment maintenir la question des droits pour tous,
du respect, de l'égalité ?**
**Par où, par quel travail, par quelle capacité à mettre en oeuvre,
cela passe-t-il ?**

1. Affirmer le droit pour tous : aujourd'hui, en France, il n'y a pas le droit pour tous, il n'y a pas d'égalité. Que ce soit pour le travail, les études, la santé, la justice, le logement... certains ont droit, pas d'autres. Sur quels critères ? L'argent, la naissance, le statut, l'origine.... Ces critères-là sont officiels (*taxes diverses, prestations soumises à la régularité du séjour ou à la nationalité, frais d'inscriptions en fac ...*),

Mais d'autres sont implicites : ce sont tous les critères de tri, qui nécessitent la collaboration active d'une partie de la population pour exclure une autre partie de l'accès au droit : *manifestations contre l'installation de familles roms, rôle des comités d'entreprise pour choisir les ouvriers à licencier, demande de certains syndicats et organisations à participer à l'immigration choisie chère à Sarkozy, etc...*

On en arrive à une situation où le fait d'exclure des gens du droit devient, sinon normal, au moins banal. Sur fond de crise, l'idée selon laquelle « *il n'y en a pas assez pour tout le monde* » se répand et avec elle les pratiques et la pensée que les privilèges, fondés sur la naissance et la richesse, doivent remplacer le droit, basé sur l'égalité, le respect et la prise en compte de chacun.

2. Partir de soi, de ce qu'on a à dire, de ce qu'on veut pour tous, et interpeller les autres là-dessus : c'est les gens qui comptent, c'est les gens le coeur des choses, pas l'état. Il faut arrêter de se focaliser sur l'état : le temps, la pensée, l'énergie qu'on y perd, on en a besoin pour intervenir dans les situations concrètes, de façon à faire vivre le droit pour tous, et avoir sa propre pensée. Bien sûr qu'à un moment où à un autre, on trouve l'Etat sur notre chemin, mais alors, c'est lui qui vient nous chercher, **et il trouve devant lui des gens constitués**, non pas face à lui, mais pour eux-mêmes, non pas comme un lobby ou un groupe fermé défendant des intérêts privés, mais comme des individus pensant le bien commun et le droit pour tous, dans une situation précise. **On appelle ça se présenter, en différence de la représentation étatique.**

3. Il s'agit de faire un pas de côté pour sortir du chemin de l'état sous toutes ses formes (partis, gouvernement, média, organisations diverses...). C'est un nouveau sentier, qui se fait parce que des gens le tracent, sans la lumière philosophique du penseur éclairé pour leur indiquer la direction à emprunter, mais à la lumière de leur propre pensée individuelle et collective, non pas militants oeuvrant sous la direction du chef de parti, mais personnes unies par leur volonté et leurs principes pour tous. C'est, **pour aujourd'hui**, un possible *-car ça existe, des gens le pratiquent-* proposé à qui veut en être.

4. Chacun est responsable de la situation, responsable de ce qui se passe, responsable de l'avancée du droit pour tous ou de son recul dramatique. Il n'y a pas de délégation possible. Que tous ceux qui pensent qu'il faut l'égalité, le respect, tous ceux qui veulent le droit, se présentent pour dire cela et le faire vivre. C'est là, dans cette capacité de chacun à se présenter que se trouve la force de transformer la situation actuelle.

Nous développerons ces points, en les illustrant d'exemples précis et en en débattant entre participants, lors de la prochaine

**RENCONTRE POUR PENSER L'AUJOURD'HUI,
jeudi 6 décembre 2012, 18H 30,
salle Duranti, rue du Lt Colonel Pelissier (Métro Capitole)**